

Nancy, le 5 février 2016

Lettre ouverte à Mesdames et Messieurs les élus communautaires du Grand Nancy

Madame, Monsieur,

Vous avez, comme nous, pris connaissance de l'article de *L'Est Républicain* du 19 décembre dernier intitulé « *Nancy : le ras-le-bol des transports* ». Cet article se fait l'écho de la colère des utilisateurs des transports en commun telle qu'elle s'exprime sur un compte Facebook qui rassemble plus de 4300 personnes. Ces usagers se plaignent de devoir souvent « *patienter dix, quinze, vingt minutes, avant de voir arriver un tram (et) parfois en laisser passer un ou deux, avant de pouvoir accéder aux rames* », tant celles-ci sont bondées aux heures de pointe.

Cette colère légitime se retourne parfois contre les chauffeurs qui, pourtant, n'y sont pour rien. La responsabilité de ces dysfonctionnements incombe en effet à la Communauté urbaine du Grand Nancy, qui définit l'offre de transports, et à la société Transdev, qui exploite le réseau.

Depuis longtemps, nous dénonçons les carences et les incohérences de la politique de la CUGN en matière de transports en commun, qui devraient être une priorité. Il y a un an, nous vous avons alertés sur les conséquences de votre décision de réduire les fréquences de passage et les amplitudes horaires. Et lorsque cette décision a été mise en œuvre, nous avons initié la pétition que nous remettons aujourd'hui au président du Grand Nancy et qui a recueilli 1841 signatures (dont 79 % d'habitants du Grand Nancy, 93 % du sud Meurthe-et-Mosellan).

A l'heure où de nombreux élus déclarent vouloir se mettre à l'écoute des Français qui expriment leur mécontentement, lors des élections en particulier, vous ne pouvez rester sourds au « ras-le-bol » des utilisateurs quotidiens de nos transports en commun. Vous ne pouvez rester sourds aux paroles que nous entendons sur les quais en attente d'un bus ou d'un tram. Si vous ne voulez pas subir le courroux des citoyens, vous devez vous montrer à la hauteur de vos responsabilités, vous devez revoir vos décisions antérieures.

Nous pensons qu'il faut booster les transports en commun et diminuer la circulation des véhicules individuels générateurs de pollution, d'énerverment, de stress et de perte de temps. Les difficultés de circulation que l'on rencontre à Nancy devraient vous amener à prendre des mesures en faveur de transports en commun propres et efficaces, et non à encourager la voiture individuelle par des baisses de tarif des parkings du centre-ville.

L'augmentation de l'offre de transports en commun tenant compte des besoins des habitants et l'amélioration de leur efficacité (régularité, rapidité...), accompagnées d'une information accrue et de campagnes de promotion, provoqueraient sans nul doute un engouement pour ceux-ci et une désaffection progressive des véhicules individuels en ville.

Croyez que nous sommes conscients de l'aspect financier de telles mesures. L'austérité imposée aux collectivités territoriales par la diminution des dotations ne facilite pas les choses, aggrave la régression des services publics et provoque de l'indignation, le service public étant la seule richesse de ceux qui n'en ont pas.

Mais cette austérité imposée n'empêche pas de rechercher les moyens de préserver et d'améliorer nos services publics. Elle impose plus que jamais de faire des choix. C'est cela faire de la politique.

Le collectif

- Depuis 2008, ce collectif milite pour la création d'une régie publique des transports en commun, pour la gratuité d'accès à ceux-ci et, plus généralement, pour la mise en œuvre dans le Grand Nancy d'une politique des déplacements fondée sur la priorité aux transports en commun et la réduction de la circulation automobile. Il a mené de nombreuses actions d'information et de sensibilisation de la population et des élus sur ces questions. Lors de la mise en place du nouveau réseau en 2013, il a mis en lumière les éléments de régression que celui-ci contenait, malgré quelques améliorations ciblées. En septembre 2015, suite à une nouvelle réduction de l'offre de transports, le collectif a initié la présente pétition.